**Réponse au postulat de M. Vincent Rossi
« Déchets compostables : sortir du bourbier »**

Rapport-préavis N° 2016/4

Lausanne, le 28 janvier 2016

Monsieur le président, Mesdames et Messieurs,

1. Objet du rapport-préavis

Par le présent rapport-préavis, la Municipalité répond au postulat de M. Vincent Rossi « Déchets compostables : sortir du bourbier » déposé le 9 septembre 2014 et transmis à la Municipalité le 6 octobre 2015 pour étude et rapport.

Le postulant invite la Municipalité à mettre en place à Lausanne un système de collecte des déchets compostables pratique pour les utilisateurs et permettant une meilleure qualité du compost pour un meilleur bilan écologique global.

2. Rappel des éléments du postulat

2.1 Contexte

La collecte des déchets compostables à Lausanne est particulièrement difficile, avec un taux de contaminants très élevé essentiellement des sacs en plastique non compostables, mais aussi des ordures. C'est coûteux et déplorable: si l'on veut que la terre fournisse des aliments de qualité, nous devons lui fournir un compost de qualité.

Pour le postulant, la collecte des déchets végétaux peut être améliorée si le tri est rendu facile pour les usagers et si ces derniers sont sensibilisés au rôle et à la valeur du compost.

Il faut savoir par ailleurs que les sacs de caisse en plastique non compostable devraient être prochainement interdits (motion de M. Dominique de Buman au Conseil national) et que l'écobilan du compostage à l'aide de sacs compostables est favorable. Les conditions sont réunies pour dessiner une nouvelle solution en matière de gestion des déchets compostables.

2.2 Demande

Le postulant propose un plan de redressement de la qualité des déchets végétaux, axé sur la facilitation, pour tout un chacun, de la logistique autour du déchet compostable :

1. pratique : tous les sacs compostables labellisés (même pleins, contrairement aux directives actuelles) sont acceptés sans restriction par la compostière de la Ville. Leur usage est encouragé pour faciliter la manipulation hygiénique des déchets compostables et simplifier la vie des gens ;

2. disponible : la Ville implique les acteurs de la grande distribution et les commerçants afin de supprimer complètement les sacs de caisse et les sacs pour fruits et légumes conventionnels et de les remplacer par des sacs compostables : seuls ces derniers sacs devraient être facilement disponibles au moment de les utiliser pour trier les déchets verts. Un grand distributeur vaudois montrant le chemin en la matière avec des sacs vendus 5 ct aux caisses, la faisabilité de cette proposition est démontrée ;
3. attentif : La Municipalité lance une campagne de communication, en collaboration avec les gérances et les propriétaires d'immeubles, expliquant clairement l'emploi des bacs à compost et des sacs compostables et surtout l'utilité et la valeur du compost de qualité. Une communication illustrée et/ou plurilingue doit être envisagée, à l'exemple de ce que fait la Commune de Renens (20 août 2014).

La Municipalité est invitée à étudier l'opportunité de mettre en place un tel plan et, considérant que le maintien en circulation des sacs non compostables mettrait en échec ce plan, à mettre tout en œuvre pour obtenir la coopération des acteurs concernés. Ces derniers sont élevés au rang de partenaires, comme décrit dans la réponse au postulat de M. Philippe Mivelaz dans le rapport-préavis N° 2012/24 « Politique municipale en matière de gestion des déchets ».

3. Réponse de la Municipalité

La Municipalité répond comme suit aux demandes et suggestions du postulant, mentionnées au point 2 :

3.1 Pratique – accepter tous les sacs compostables labellisés

A la suite de la fermeture de la Compostière de la Tuilière, à la fin de l'année 2014, deux nouveaux partenaires ont été trouvés pour les déchets végétaux de la Ville de Lausanne. Il s'agit de la Compostière de la Coulette à Belmont-sur-Lausanne et d'Ecorecyclage à Lavigny. Pour ces deux institutions, la gestion des sachets plastiques dans les déchets végétaux est problématique, car elle requiert un tri supplémentaire préalable et engendre dès lors des coûts additionnels.

L'utilisation des sachets à compost répondant à la norme EN 13432 est autorisée. Il est toutefois demandé aux citoyens d'en vider le contenu, afin de permettre au centre de traitement de séparer plus facilement les déchets végétaux des sachets. En effet, ces derniers ne possèdent pas la même capacité de dégradation.

En outre, ceci permet également de repérer de suite les indésirables. En effet, l'utilisation des sacs compostables fait courir le risque que des citoyens peu scrupuleux y mettent des déchets non-conformes, qui viennent encore péjorer la qualité du compost.

3.2 Disponible – supprimer les sacs conventionnels auprès des commerçants

La solution proposée est difficilement envisageable pour la seule Ville de Lausanne, dans la mesure où une telle contrainte devrait être imposée par la législation fédérale. Idéalement, il faudrait interdire au niveau national, à l'image de certains pays, la vente de sacs non compostables et se garantir que ceux-ci ont une dégradation équivalente aux déchets végétaux.

La motion de M. Dominique de Buman, citée par le postulant, a été adoptée par le Conseil national le 12 juin 2012 et par le Conseil des Etats le 13 décembre 2012. La Municipalité suggère dès lors d'attendre sa mise en œuvre par la Confédération.

3.3 Attentif – lancer une campagne de communication

La Municipalité, comme le propose le postulant, sensibilise depuis de nombreuses années, au travers du Service de la propreté urbaine, les gérances et propriétaires d'immeubles pour que ceux-ci transmettent les informations à leurs locataires.

En outre, la campagne de sensibilisation menée en 2015 en collaboration avec les gestionnaires des installations de compostage sera reconduite en 2016. Celle-ci consiste en la diffusion d'un prospectus spécifique sur les déchets végétaux, distribué aux gérances et propriétaires d'immeubles, afin qu'il soit affiché dans les immeubles.

En ce qui concerne la communication, la Municipalité favorise l'utilisation de visuels et de pictogrammes, langage universel compréhensible par tous. En effet, le choix d'une langue au détriment d'une autre, afin d'établir des documents multilingues, pénaliserait de fait les minorités linguistiques.

4. Conclusion

Le Conseil communal de Lausanne,

vu le rapport-préavis N°2016/4 de la Municipalité, du 28 janvier 2016 ;

ouï le rapport de la commission nommée pour examiner cette affaire ;

considérant que l'objet a été porté à l'ordre du jour,

décide :

d'approuver la réponse de la Municipalité au postulat de M. Vincent Rossi « Déchets compostables : sortir du boubier ».

Au nom de la Municipalité :

Le vice-syndic :
Grégoire Junod

Le secrétaire :
Simon Affolter